

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 13/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS

Lieu-dit Fougears
rue du Puits
16170 Rouillac

Références : 2024 715 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007205567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2024 dans l'établissement CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS implanté Lieu-dit Fougears rue du Puits 16170 Rouillac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 13/05/2024 suite au non-respect de la mise en demeure de 2021 qui avait donné lieu à dresser PV de délit auprès du procureur, une audition libre de mise en cause (pour délit pénal) a été organisée par la brigade de Gendarmerie de Jarnac pour entendre l'exploitant. L'inspection était également présente en tant que « sachant ».

Une inspection à l'issue de l'audition a été diligentée sur site pour s'assurer que les dires de l'exploitant lors de l'audition étaient cohérents avec la réalité.

Cette inspection a permis de faire un point d'étape et de suivre d'autres constats observés lors de l'inspection de fin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS
- Lieu-dit Fougears rue du Puits 16170 Rouillac

- Code AIOT : 0007205567
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Datant de 1975 et historiquement sous le régime de l'autorisation, la distillerie exploitée par la CUMA de distillation de Fougears est passée sous le régime de l'enregistrement suite à une modification de la nomenclature en 2010. La CUMA distille à façon pour ses adhérents, 8 bouilleurs de cru qui livrent leur vin. Elle n'effectue pas de négoce.

Son fonctionnement est encadré par un arrêté préfectoral en date du 24 juin 2009, actualisé le 16 mars 2021.

Dans le détail, l'établissement est composé :

- d'une distillerie de 3 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun, permettant d'assurer une production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, en équivalent d'alcool pur, de 45 hl/j ;
- d'une installation de préparation et conditionnement de vins d'une capacité de production annuelle de 2 700 hl (11 cuiviers béton) ;
- d'un chai de distillation, intégré à la distillerie, de 60 m³.

Les alambics sont alimentés par le réseau de gaz de ville. Ils sont refroidis par un circuit ouvert mettant en œuvre un gaz frigorigène : le R22.

Les vinasses sont stockées en bassin bâché. Elles sont ensuite, pour partie, épandues sur les terres de l'EARL Mesnard, pour partie orientées vers l'établissement Revico, pour méthanisation. Au titre de la campagne de distillation 2022/2023, l'exploitant indique avoir confié à Revico 635 m³ de vinasses, le reste, soit environ 1 300 m³ a été épandu.

La campagne de distillation s'étend de mi-octobre à fin mars. Au cours d'une campagne, l'établissement produit un peu plus de 2 200 hl. Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, la campagne de distillation avait débuté depuis le 17 octobre.

À l'issue de la précédente visite d'inspection, le 19 octobre 2022, malgré la répétition de constats d'écarts, sur plus de 14 ans pour certains, et une mise en demeure en 2021 d'y mettre un terme, l'établissement présentait toujours des non-conformités sur des points sensibles, augmentant les risques et pouvant accentuer les conséquences d'un sinistre. La visite d'inspection ayant mis en évidence le non-respect 4 des 7 points de la mise en demeure du 19 mars 2021, une sanction administrative (astreinte [journalière](#)) a été prononcée le 30 novembre 2022.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Séparation distillerie et chais de distillation	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.3	Demande d'action corrective	4 mois
3	Communication entre la distillerie et le chai de distillation	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.2.3	Demande d'action corrective	4 mois
4	Aire de chargement/déchargement	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.4.2	Demande d'action corrective	4 mois
5	Installations électriques	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Moyens en eau d'incendie sur le site	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.5.3	Demande d'action corrective	4 mois
8	Rejet au milieu naturel	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 41	Demande d'action corrective	4 mois
9	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 63	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Installation de refroidissement	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 3.1.1	Sans objet
10	Entreposage des vinasses	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 7.1.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au titre de la mise en demeure de 2021 non encore respectée et objet de l'audition à la brigade de Gendarmerie, les points suivants demeuraient non satisfaits :

- conformité des installations électriques;
- retrait des alcools de la distillerie et création d'un chai de distillation;
- création d'une aire de chargement / déchargement d'alcools raccordée à une rétention ad hoc.

Globalement, l'exploitant a bien avancé mais le calendrier initial n'a pas été respecté pour des problématiques de disponibilité de prestataires et de météo (nombreux intempéries depuis le début 2024). Les travaux sont bien avancés et au regard du décalage de planning non du seul fait de

l'exploitant, l'inspection ne propose pas de réaliser de liquidation de l'astreinte journalière à ce stade.

À noter que l'établissement n'est plus en fonctionnement (la campagne de distillation s'étant terminée vers la fin mars 2024). L'exploitant va se mettre en règle au plus tard cet été et en tout état de cause, tout devra être conforme pour la prochaine campagne de distillation.

L'inspection sera vigilance au respect de ces délais et procédera à une inspection de récolement et les éventuelles liquidations totales ou partielles d'astreinte pourront être proposées en cas d'écart persistant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, classement
Prescription contrôlée : Constat lors de l'inspection de décembre 2023 : Le chai d'alcool de bouche n'est pas encore construit. L'exploitant indique que l'entreprise de maçonnerie avec laquelle il avait contracté n'a pas honoré la commande. A cet effet, il produit le devis non exécuté. D'un montant d'un peu moins de 85 k€ TTC, il porte la mention « bon pour accord » en date du 14 décembre 2022. Les modifications ne sont donc pas encore effectives. Observations : Postérieurement à la visite objet du présent rapport, il est porté à la connaissance de l'inspection l'existence de trois chais de vieillissement susceptibles d'être connexes à la distillerie : chai « ancienne distillerie », chai « chez papé » et chai « cours ». Il appartient à l'exploitant de préciser la localisation exacte de ces chais, leur superficie et les volumes des quantités maximales qu'ils sont susceptibles de contenir. S'il est confirmé qu'ils sont connexes, il conviendra de régulariser la situation en procédant à une déclaration modificative si la QSP totale de l'ensemble des chais exploités est inférieure à 500 m ³ , chai de distillation compris, ou à une demande d'autorisation si la quantité excède ce seuil.
Constats : Dans son courriel du 15/02/2024, l'exploitant précise : « <i>concernant les chais de vieillissement dont la QSP est très inférieure à 500 m³, ils ne sont pas exploités par le même exploitant que la distillerie (dont le chai de distillation à construire) et sont en plus déconnectés de celle-ci</i> ». L'exploitant a précisé oralement que les trois chais sont bien distincts et appartiennent à la société EARL MESNARD. Aux dires de l'exploitant, les chais sont régulièrement déclarés et le stockage maximal cumulé serait de 800 hl environ soit 80 m ³ . Or, l'exploitant n'a apporté aucun élément à ce sujet. De plus dans son courriel du 15/02/2024, il précisait être en cours d'échange avec le SDIS pour

procéder à des mises en conformité en vue notamment d'installer une réserve incendie pour la défense et la protection incendie de ces trois chais.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection réitère donc la demande formulée suite à l'inspection de fin 2023 : Il appartient à l'exploitant de préciser la localisation exacte de ces chais, leur superficie et les volumes des quantités maximales qu'ils sont susceptibles de contenir. S'il est confirmé qu'ils sont connexes, il conviendra de régulariser la situation en procédant à une déclaration modificative si la QSP totale de l'ensemble des chais exploités est inférieure à 500 m³, chai de distillation compris, ou à une demande d'autorisation si la quantité excède ce seuil.</p> <p>De plus, l'exploitant précise la conformité des chais ainsi que le calendrier pour le déploiement et l'installation de la réserve incendie qui leur sera dédiée. Pour rappel, un essai de mise en aspiration devra être réalisé par le SDIS.</p> <p>Les éléments suscités sont à transmettre sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Séparation distillerie et chais de distillation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Non-respect de l'arrêté d'astreinte du 30/11/2022 : « Stockage d'alcool Il est interdit de stocker des alcools de bouche dans la distillerie en dehors de ceux en cours de distillation... »</p> <p>Constat lors de l'inspection de décembre 2023 :</p> <p>L'établissement n'est pas doté de chai de distillation. Les alcools de bouche sont stockés, en attente d'expédition (en moyenne un enlèvement tous les 10 / 15 jours ; un peu plus d'une trentaine par campagne), dans la distillerie. Cette situation non conforme ayant été constatée à plusieurs reprises, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 19 mars 2021 de la corriger dans un délai n'excédant pas 6 mois. Le constat d'écart ayant été renouvelé à l'occasion de la précédente visite d'inspection le 19 octobre 2022, une astreinte journalière d'un montant de 150 €/j jusqu'à mise en conformité a été prononcée par arrêté préfectoral du 30 novembre 2022. Afin d'accorder un ultime délai de régularisation à l'exploitant, il a été retenu que cette astreinte ne commence à courir qu'à compter du 1er jour du neuvième mois suivant sa notification.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, la présence de fondations est constatée. Le chai de distillation n'est cependant pas encore édifié, l'entreprise de maçonnerie avec laquelle l'exploitant avait contracté ayant fait défaut (cf. point n° 1).</p>

L'exploitant présente un nouveau devis édité par une autre entreprise de maçonnerie le 31 août 2023, portant mention « bon pour accord » en date du 25 septembre 2023. Il produit également un courrier en date du 2 octobre 2023 par lequel cette entreprise de maçonnerie s'engage à débiter les travaux du chai de distillation au cours de la semaine du 4 au 8 décembre 2023. L'exploitant précise que les travaux devraient être terminés fin février

Compte tenu de la situation particulière rencontrée par l'exploitant, indépendante de sa volonté, il est proposé de ne pas mettre en liquidation l'astreinte. Une nouvelle visite d'inspection sera planifiée dans les tous prochains mois afin de confirmer la levée de l'écart.

Constats :

Par courriel du 15/02/2024, l'exploitant a indiqué que les travaux du chai de distillation étaient bien avancés. Un chiffrage de l'ordre de 100 k€ est prévu pour la création du nouveau chai de distillation. La capacité autorisée pour le chai de distillation est de 60 m³ au titre de l'APC de 2021. Lors de l'inspection, il a été constaté que le chai de distillation avait bien été construit et que l'ensemble des stockages d'alcools avait été rapatrié dans celui-ci.

En revanche, le chai de distillation n'est pas pleinement conforme ; il reste plusieurs dispositions à mettre en place pour disposer d'un désenfumage fonctionnel, d'une défense incendie correcte (ajout des extincteurs requis...) et également de disposer des portes coupe-feu au niveau de celui-ci (notamment pour la séparation avec la distillerie).

Lors de l'inspection, il a été constaté que le chai de distillation est doté de 5 cuves inox de capacités respectives : 3*100 hl, 200 hl et 60 hl soit une capacité totale de 560 hl soit 56 m³ ; ce qui est en deçà du seuil de 60 m³, acté dans les autorisations préfectorales de l'exploitant.

La construction du chai a tardé pour des défauts de disponibilité des prestataires et des intempéries qui ont retardé notablement les travaux ; l'inspection constate en revanche que plus aucun alcool n'est stocké dans la distillerie.

Au vu des actions en cours et du retard pris qui n'est pas du fait total de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de procéder à un recouvrement de l'astreinte journalière à ce stade. Les travaux seront terminés à l'été 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois et en tout état de cause avant la prochaine campagne, de transmettre les justificatifs attestant de la conformité du chai de distillation par rapport à la réglementation en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Communication entre la distillerie et le chai de distillation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Non-respect de l'arrêté d'astreinte du 30/11/2022 : « ... Communication entre la distillerie et le chai de distillation : Les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 60 (coupe-feu une heure) et équipées d'un système de fermeture automatique dans l'un des deux bâtiments. De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides inflammables ou non entre la distillerie et le chai de distillation. »</p> <p>Constat lors de l'inspection de décembre 2023 :</p> <p>Ce point étant en écart lors des précédentes visites d'inspection, en l'absence de chai de distillation, le respect de cette prescription a été associé à la création du chai de distillation, disposition intégrée à l'arrêté préfectoral du 19 mars 2021 de mise en demeure, avec un délai de 6 mois.</p> <p>Comme indiqué sur la fiche de constat n° 1, le chai de distillation n'est toujours pas distinct de la distillerie. Ce point reste donc en écart. Il sera résolu à l'issue de la construction du chai de distillation, qui intègre bien la mise en place d'ouverture coupe-feu entre la distillerie et le chai de distillation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au 15/02/2024, le chai de distillation étant en cours de travaux, la mise en conformité sur ce point n'a pas été attestée.</p> <p>Comme précisé dans le point de contrôle supra, les travaux de construction du chai de distillation ont bien avancé mais il reste l'installation de la porte EI 60 le séparant de la distillerie ; celle-ci est commandée et sera installée au courant de l'été 2024.</p> <p>La construction du chai a tardé pour des défauts de disponibilité des prestataires et des intempéries qui ont retardé notablement les travaux ; l'inspection constate en revanche que plus aucun alcool n'est stocké dans la distillerie.</p> <p>Au vu des actions en cours et du retard pris qui n'est pas du fait total de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de procéder à un recouvrement de l'astreinte journalière à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois et en tout état de cause avant la prochaine campagne, de transmettre les justificatifs attestant de la conformité de la porte coupe-feu séparative avec la distillerie et de justifier que la porte est bien équipée de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides inflammables ou non entre la distillerie et le chai de distillation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Aire de chargement déchargement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Non-respect de l'arrêté d'astreinte du 30/11/2022 : « Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouche dans des camions citernes ou des barriques. Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette a une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire. Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage. Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectué que si la liaison équipotentielle est assurée. » Constat lots de l'inspection de décembre 2023 : L'absence d'aire de chargement/déchargement conforme (absence de matérialisation au sol et de raccordement à une rétention) a conduit à mettre l'exploitant en demeure, par arrêté préfectoral du 19 mars 2021, de régulariser cette situation dans un délai n'excédant pas six mois. Le constat d'écart ayant été renouvelé à l'occasion de la précédente visite d'inspection le 19 octobre 2022, une astreinte journalière d'un montant de 100 €/j jusqu'à mise en conformité a été prononcé par arrêté préfectoral du 30 novembre 2022. Afin d'accorder un ultime délai de régularisation à l'exploitant, il a été retenu que cette astreinte ne commence à courir qu'à compter du 1er jour du neuvième mois suivant sa notification.
Constats : Par courriel du 15/02/2024, l'exploitant a indiqué que « les travaux de la plate-forme de déchargement devraient commencer avant fin février... Fin des travaux prévue fin mars 2024 ». La construction du chai a tardé pour des défauts de disponibilité des prestataires et des intempéries qui ont retardé notablement les travaux ; le terrassement de l'aire de déchargement / chargement d'alcools était réalisé ; l'exploitant a précisé que les travaux seraient finalisés à l'été 2024 (une rétention déportée enterrée va être mise en place d'une capacité de 350 hl selon ses dires). Au vu des actions en cours et du retard pris qui n'est pas du fait total de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de procéder à un recouvrement de l'astreinte journalière à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois et en tout état de cause avant la prochaine campagne, de transmettre les justificatifs attestant de la conformité de l'aire de chargement /

déchargement d'alcools ainsi que de sa rétention déportée (en justifiant que la tuyauterie de transfert est adaptée et résiste à la chaleur et que le contenant utilisé pour la rétention déportée est de la bonne capacité et est étanche et intègre).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Non-respect de l'arrêté d'astreinte du 30/11/2022 : « « ... Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de la distillerie, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du point 6.2.4 ci-dessus et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux-dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »

Constat lors de l'inspection de décembre 2023 :

Par courriel du 18 novembre 2022 en réponse à la précédente visite d'inspection, l'exploitant a précisé que les lampes suspendues ont été remplacées par des spots IP65 ainsi qu'un néon IP55, et que les prises IP45 seront remplacées par des prises IP65 dans les 15 prochains jours.

La vérification des installations électriques n'ayant pas été effectuée en référence aux dispositions applicables aux installations classées et constatant que la non-conformité objet de la mise en demeure, dont l'échéance est échue, n'était pas corrigée, une astreinte journalière d'un montant de 50 €/j a été prononcée par arrêté préfectoral du 30 novembre 2022. Elle prenait effet à compter du 1er jour du troisième mois suivant sa notification.

Si, comme indiqué précédemment, un contrôle des installations électriques tenant compte du classement ICPE de l'établissement a bien été établi le 29 novembre 2023, il est relevé que le contrôleur signale qu'un ensemble de documents ne lui a pas été fourni. Ils portent notamment sur :

- le plan des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes hors risque d'explosion ;
- la classification des zones figurant dans le document relatif à la protection contre les risques d'explosion ;
- les schémas unifilaires des installations électriques.

Il apparaît également que le contrôleur a jugé sans objet le respect des prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux ou emplacements à risques d'explosion, et n'a ainsi pas examiné le respect du caractère IP 55.

Dans ces conditions, il n'est pas possible de confirmer que l'écart ayant justifié la mise en demeure est parfaitement corrigé. Compte tenu des améliorations apportées, il n'est toutefois pas proposé de liquidation d'astreinte. Il appartient cependant à l'exploitant de faire procéder au plus vite à la vérification du caractère IP 55 de ses installations électriques et de veiller à présenter à l'organisme de contrôle les documents nécessaires à l'exercice de sa mission, dont la classification des zones à risque d'explosion.

Constats :

Dans son courriel du 15/02/2024, l'exploitant précise que « la Socotec est intervenue le 29 novembre 2023 ; ce contrôle a été fait conformément à la réglementation ICPE applicable Rubriques 2250-2251-4755 (voir page 3/25 du rapport de vérification)".

Un rapport SOCOTEC a été transmis à l'inspection datant du 15/02/2024 et concernant la distillerie pour une mission réalisée du 29/11/2023 au 15/02/2024. Aucune observation n'est mise en lumière dans ledit rapport.

Ce rapport mis à jour intègre bien que le plan des zones à risque et la liste des zones ATEX de l'établissement ont bien été transmis au contrôleur pour sa vérification.

En revanche, n'ont pas été transmis les éléments suivants :

- schémas unifilaires des installations électriques ;
- déclaration CE de conformité et notice d'instruction des matériels installés dans les zones ATEX.

Dans la suite du rapport, il est conclut « conforme » à l'item « adaptation du matériel y compris les canalisations aux influences externes (degrés IP et IK) ». Cette seule assertion ne permet pas de garantir que la vérification a bien permis de s'assurer que les matériels étaient bien a minima IP 55.

En revanche, l'inspection a constaté par sondage que les pompes de transfert mobiles d'alcools présentes dans la distillerie et certaines pompes fixes disposaient bien d'un degré IP 55 mais ce contrôle n'a pas été exhaustif ; c'est à l'exploitant de le démontrer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour parfaire pleinement à la mise en demeure de 2021, il est demandé à l'exploitant sous un mois de :

- **transmettre la justification que l'ensemble des matériels électriques dans la distillerie sont bien a minima IP 55 ;**
- **transmettre à la SOCOTEC les schémas unifilaires des installations électriques et les déclarations CE de conformité et notice d'instruction pour les matériels ATEX en vue de réaliser un nouveau contrôle des installations électriques avec l'ensemble des données.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installation de refroidissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2009, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de l'inspection de décembre 2023 :

En 2013, il avait été relevé que la réfrigération des machines s'effectuait en circuit ouvert. L'exploitant avait alors indiqué, par courriel du 15 juillet 2013, maintenir son installation en l'état car il consommait un volume d'eau inférieur au seuil de la réglementation (une capacité totale au débordement inférieure à 100 hl correspond au maximum à 3 alambics de 25 hl de charge). Si lors des deux précédentes visites d'inspection, l'exploitant a pu annoncer son intention de passer en circuit fermé à compter de la campagne de distillation 2023/2024. Ce n'est pas encore le cas. L'exploitant précise que ce projet reste à l'étude et pourrait être effectif pour la prochaine campagne.

Il a en revanche mis en place un compteur d'eau afin de relever une fois par semaine la quantité d'eau prélevée, ainsi qu'un disconnecteur, comme il s'y était engagé par courriel du 18 novembre 2022. Un cahier des consommations est placé à proximité du compteur ; il est renseigné toutes les semaines. L'exploitant indique consommer en moyenne 2 500 m³ par an pour son activité de distillation.

Le disconnecteur mis en place est référencé BA2860. Sa notice technique précise qu'il est destiné à la protection des réseaux d'eau potable contre les retours de fluides pollués ne présentant cependant pas de risques microbiologiques permanents pour la santé humaine, dans les limites définies par l'autorité sanitaire.

→ Il est demandé à l'exploitant de veiller à mettre en place un contrôle périodique de cet équipement.

L'exploitant indique par ailleurs que l'eau utilisée pour le lavage des cuiviers n'est pas décomptée ; seule l'eau adoucie servant à la distillerie est décomptée.

Une certaine complexité du réseau eau est notée, avec la présence de by-pass permettant de contourner le disconnecteur. Par courriel du 12 décembre 2023, l'exploitant adresse une photo du réseau modifié pour en retirer le by-pass.

→ Il est demandé à l'exploitant d'intégrer au suivi de l'eau prélevée la consommation de toutes les installations associées à la distillerie, y compris donc les eaux de lavage.

Constats :

Par courriel du 15/02/2024, l'exploitant a indiqué « la modification du réseau d'arrivée d'eau a été modifiée de façon à permettre à la fois le comptage de la totalité de l'eau utilisée à la distillerie (y compris les eaux de lavage des cuiviers) et l'action du disconnecteur sur la tuyauterie d'eau de la distillerie. »

L'inspection a bien constaté la présence de la modification qui permet le décomptage des eaux utilisées au sein de la distillerie et de la présence du disconnecteur requis. Le disconnecteur est visible et un contrôle d'intégrité peut être facilement réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens en eau d'incendie sur le site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de l'inspection de décembre 2023 :</p> <p>En 2013, considérant l'absence de poteau incendie dans le hameau, il a été demandé à l'exploitant de vérifier auprès du SDIS que les moyens en eau assurés par la piscine sont suffisants (au moins 120 m³ en 2 heures).</p> <p>Par courriel du 15 juillet 2013, l'exploitant a indiqué que le SDIS a confirmé que la défense incendie de la distillerie pouvait être assurée par une piscine. Il avait précisé que l'aménagement de l'accès [permettant l'approche des véhicules de secours à moins de 5 m du bord] et l'essai de pompage par les pompiers de Rouillac seraient réalisés avant le 1er novembre 2013.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, il a été observé que le dispositif évoqué était en fait une piscine privée. Elle ne constitue ni un bien public, ni un bien propriété de la cuma de distillation de Fougears. Sa disponibilité permanente en toute circonstance n'est pas assurée. L'exploitant a alors été invité à se doter de moyens en propre, à défaut de disposer d'un point d'eau public à moins de 200 m.</p> <p>Considérant en outre qu'aucun accès permettant l'approche des véhicules de secours n'avait été aménagé, et qu'aucun essai de pompage n'avait été réalisé, l'inspection a demandé à l'exploitant de prendre l'attache du SDIS afin de vérifier, tant qu'il ne s'est pas doté de moyens en propre, si cette ressource répond toujours à leur besoin, et, dans l'affirmative, d'engager les travaux associés pour garantir le caractère opérationnel de ce dispositif avant la prochaine campagne de distillation. À défaut, l'exploitant était appelé à se doter sans délai d'une réserve incendie de 120 m³ sur l'implantation de laquelle l'accord formel du SDIS devait être recueilli préalablement.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 19 octobre 2022, l'exploitant a produit un compte rendu du SDIS daté du 2 octobre 2013, attestant d'une vérification de la ressource en eau du site, et indiquant n'avoir relevé aucune anomalie. Nonobstant le courrier du 2 octobre 2013, l'inspection a de nouveau invité l'exploitant à reprendre l'attache du SDIS afin de vérifier, tant qu'il ne s'est pas doté de moyens en propre, si cette ressource répond toujours au besoin des pompiers de façon à pouvoir, dans la négative, intégrer aux travaux de création du chai de distillation la création d'une réserve incendie de 120 m³ en bonne et due forme, sur l'implantation de laquelle l'accord formel du SDIS devra être recueilli préalablement. Par courriel du 18 novembre 2022 en réponse, l'exploitant a indiqué prévoir de contacter le SDIS à compter du 24 novembre 2022 pour faire le point sur les moyens en eau requis pour la distillerie ainsi que pour le futur chai de distillation.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant indique que le SDIS lui a confirmé le caractère inapproprié de la piscine et la nécessité de se doter d'une réserve d'eau ad hoc.</p> <p>→ L'inspection demande donc à l'exploitant de la mettre en place dans un délai n'excédant pas trois mois. A défaut, une mise en demeure pourra être proposée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 15/02/2024, l'exploitant a indiqué que « la protection incendie sera réalisée dans le même temps... Fin des travaux prévue fin mars 2024 ».</p>

<p>La présente inspection a permis de relever que les travaux n'avaient pas débuté ; l'exploitant a précisé qu'une réserve souple de 120 m³ doit être installée. Les travaux seront finis à l'été 2024 au plus tard.</p> <p>L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur la nécessité afin de réceptionner la réserve incendie de faire procéder à une mise en aspiration par le SDIS et faire recenser cette réserve dans les points d'eau incendie (PEI) répertoriés dans les bases du SDIS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de finaliser l'installation de la réserve incendie d'une capacité suffisante d'eau pour les pompiers. L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs associés ainsi que la justification que la réserve a bien fait l'objet d'un essai de mise en aspiration par le SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 8 : Rejet au milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 41</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de l'inspection de décembre 2023 :</p> <p>A l'occasion de précédentes visites d'inspection, il a été constaté que les eaux chaudes, en sortie de pipe de distillation, rejoignent une fosse septique, sans autre forme de traitement. Elles sont donc rejetées au milieu naturel sans être refroidies.</p> <p>Il a alors été rappelé à l'exploitant qu'il doit prendre toutes dispositions utiles pour respecter les valeurs limites de rejet des eaux résiduelles, et ne pas rejeter d'eaux chaudes au milieu naturel.</p> <p>Par courriel du 18 novembre 2022, l'exploitant a indiqué que la société Np eaux interviendra pour faire des mesures de températures de rejet dans l'eau ainsi qu'une analyse qualitative dans les quinze jours.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant présente un résultat d'analyses effectuées par le laboratoire Ianesco, sur prélèvement de la société Np eaux. Le pH mesuré est de 8,1. Il est par contre noté l'absence de mention de la température du prélèvement. Le laboratoire Ianesco signale par ailleurs un délai trop important entre la date du prélèvement (6 décembre 2022) et la date de réception pour analyse de l'échantillon (20 décembre 2022), précisant que cela peut nuire à la qualité des résultats obtenus pour certains paramètres.</p> <p>→ L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, dès réception du présent rapport, un suivi régulier (a minima hebdomadaire, en période de distillation) de la température des effluents</p>

<p>rejetés.</p> <p>Il est également demandé de communiquer le rapport d'analyse de la qualité des effluents rejetés effectuée au titre de l'année 2023 (seule l'analyse de 2022 a été présentée).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé qu'aucune avancée particulière n'avait été réalisée sur ce sujet et qu'il attend le retour d'un bureau d'études pour avancer. L'exploitant était pris sur le suivi du chantier de construction du chai de distillation et a admis avoir « laissé de côté » ce sujet. L'exploitant précise toutefois qu'il ne respecte pas à ce jour le seuil des 30 °C et que des modifications doivent être prochainement réalisées pour respecter les normes.</p> <p>L'inspection en prend note ; en revanche, il convient que cela soit solutionné au plus tard à la reprise de la campagne de distillation en octobre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, au plus tard pour la reprise de la campagne de distillation, de mettre en conformité ses installations pour garantir des rejets de ses effluents conformes et notamment sur le paramètre de la température. Pour ce faire, il mettra également en place dès la reprise de la distillation, les modifications nécessaires pour réaliser un refroidissement suffisant des effluents à rejeter et un suivi régulier à minima toutes les semaines en période de distillation de la température des effluents rejetés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 9 : Émissions dans l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 63</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de l'inspection de décembre 2023 :</p> <p>L'exploitant ne contrôlait pas les effluents aqueux qu'il rejette au milieu naturel par l'intermédiaire d'une fosse septique (ouvrage maçonné pour les eaux de process). Il lui avait alors été demandé, à l'issue des précédentes visites d'inspections, de mettre en œuvre le programme de surveillance des effluents aqueux détaillés par l'arrêté ministériel et d'en transmettre les résultats.</p> <p>Si, par courriel du 18 novembre 2022, l'exploitant a indiqué que la société Np eaux interviendra pour faire des mesures de températures de rejet dans l'eau ainsi qu'une analyse qualitative dans les quinze jours, il n'a procédé à aucune transmission des résultats à l'inspection.</p> <p>Le résultat d'analyses présenté lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, établi par Ianesco le 3 janvier 2023 sur la base d'un échantillon prélevé le 6 décembre et reçu le 20 décembre 2022 (cf. fiche de constat précédente), se limite aux paramètres pH, DCO, MES et</p>

indice Hydrocarbures. Il est donc incomplet car n'intègre pas tous les paramètres requis. Il met néanmoins en évidence l'obligation de procéder à une analyse au moins mensuelle des effluents.

→ L'inspection demande donc à l'exploitant de compléter la liste des paramètres analysés pour se conformer strictement aux dispositions qui lui sont opposables, et de veiller à ce que ses rejets soient bien analysés une fois par mois lorsque l'installation de distillation fonctionne. À défaut, une mise en demeure pourra être proposée.

Constats :

L'exploitant a précisé qu'aucune avancée particulière n'avait été réalisée sur ce sujet et qu'il attend le retour d'un bureau d'études pour avancer. L'exploitant était pris sur le suivi du chantier de construction du chai de distillation et a admis avoir « laissé de côté » ce sujet. L'exploitant précise qu'aucune nouvelle analyse complète n'a encore été réalisée.

Pour rappel, l'article 63 de l'arrêté ministériel du 14/01/2011 prévoit que les paramètres suivantes soient analysés et celui-ci détaille les fréquences d'analyse à respecter :

DCO (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 300mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 300mg/l
Matières en suspension	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l
DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l
Azote global	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 30mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 30mg/l
Phosphore total	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 10mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 10mg/l
Cuivre et composés (en Cu) (pour les installations disposant d'équipements en cuivre)	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel-
Zinc et composés (en Zn)	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

Autre substance dangereuse visée à l'article 42-4	<ul style="list-style-type: none"> - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 42-4	<ul style="list-style-type: none"> - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection réitère donc la demande formulée suite à l'inspection de fin 2023.</p> <p>L'inspection demande donc à l'exploitant, au plus tard au redémarrage des installations au moment de la reprise la campagne de distillation, de compléter la liste des paramètres analysés pour se conformer strictement aux dispositions qui lui sont opposables, et de veiller à ce que ses rejets soient bien analysés une fois par mois lorsque l'installation de distillation fonctionne.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 4 mois	

N° 10 : Entreposage des vinasses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2021, article 71.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de vinasses est étanche et résistant aux agressions chimiques et thermiques des effluents. L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état d'étanchéité du stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté que le bassin à vinasses d'une capacité de 800 m³ (selon les dires de l'exploitant) était muni d'une géomembrane intègre et étanche.</p>
Type de suites proposées : Sans suite